



Bienvenue à ce Webinaire



Vos micros sont coupés en raison
du nombre de participants



Merci d'adresser vos questions via la rubrique
Questions/Réponses (Q/R) : Un temps de réponse,
et une FAQ sont prévus



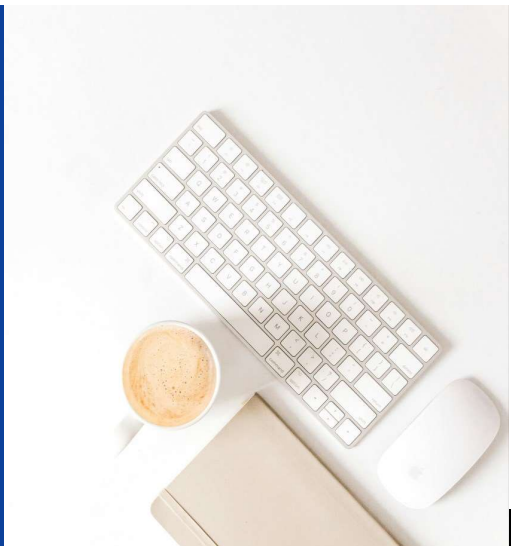
Le support vous sera envoyé par mail dans les
meilleurs délais

DÉBUT DU WEBINAIRE : 10H00

DURÉE DU WEBINAIRE : 40 MINUTES



LES FAUX ARRETS DE TRAVAIL ET LA MANIÈRE POUR L'EMPLOYEUR DE LES DÉTECTER



SOMMAIRE

1. LES FAUX ARRÊTS DE TRAVAIL DU SITE DU
« Docteur Ansay » OU DE SES IMITATEURS

2. LES FAUX ARRÊTS DE TRAVAIL USURPANT UNE
PLATEFORME DE TÉLÉCONSULTATION

3. LES AUTRES FAUX ARRÊTS DE TRAVAIL

1. LES FAUX ARRÊTS DE TRAVAIL DU « DOCTEUR ANSAY » (SITE INTERNET FRAUDULEUX)

1. LES FAUX ARRÊTS DE TRAVAIL DU « DOCTEUR ANSAY » (SITE INTERNET FRAUDULEUX)

Ce site internet vend des arrêts courts facilement reconnaissables : les premières versions

L'identifiant du médecin commence toujours par cinq zéro contrairement au véritable RPPS

L'adresse est souvent, mais pas toujours, celle-ci

Le numéro de la structure n'a aucun lien avec le département d'exercice du médecin puisqu'il commence toujours par « 32 »

Identification du praticien (nom et prénom)
Masroor Umar,
198 Av. de France, 75013 Paris

Identification de la structure (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement)
198 Av. de France, 75013 Paris

Identifiant → 0 0 0 0 0 0 7 3 4 9 2

n° de la structure 3 2 5 7 8 2 6 8
(AM, FINESS ou SIRET)

date 2 2 1 1 2 0 2 3 signature du praticien

Conformément au Règlement européen n° 2016/679/UE du 27 avril 2016 et à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant auprès de votre organisme d'assurance maladie. En cas de difficultés dans l'exercice de ces droits, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission nationale Informatique et Libertés (CNIL). La loi rend possible de peines financières, d'amende et/ou emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir des avantages induits (articles 313-1 à 313-3, 433-19, 441-1 et suivants du Code pénal, article L.114-17-1 du Code de la sécurité sociale).

DDM DIC 2 34461

Identification du praticien (nom et prénom)
Ahmad Abdullah,
198 Av. de France, 75013 Paris

Identifiant 0 0 0 0 0 0 7 3 4 9 2

n° de la structure 3 2 2 5 7 8 2 6 8
(AM, FINESS ou SIRET)

date 1 2 10 6 12 0 2 3 signature du praticien

PRN-PRE S3116h

La loi 78-17 du 6-1-78 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données.

Le faux cachet a toujours cette forme et la signature varie peu

1. LES FAUX ARRÊTS DE TRAVAIL DU « DOCTEUR ANSAY » (SITE INTERNET FRAUDULEUX)

Ce site internet vend des arrêts courts facilement reconnaissables : les nouveautés

L'identifiant d'un vrai médecin peut parfois être utilisé sur les nouvelles versions

L'adresse peut être différente des précédentes

Le numéro de la structure n'a aucun lien avec le département d'exercice du médecin puisqu'il commence par « 32 » ou « 80 »

Identification du praticien (nom et prénom)
Dr Pierre Arvis,
93, Rue Jean Jaurès
92800 Puteaux

Identification de la structure (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement)
Cabinet Médical 80, Rue Jean Jaurès
Jaurès 92800 Puteaux

identifiant 1 0 0 0 4 8 7 3 4 7 3 X n° de la structure 8 0 4 7 7 5 8 0 7
(AM, FINESS ou SIRET)

date 2 6 0 6 2 0 2 4 signature du praticien

Conformément au Règlement européen n° 2016/679/UE du 27 avril 2016 et à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant auprès de votre organisme d'assurance maladie. En cas de difficultés dans l'application de ces droits, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission nationale Informatique et Libertés (CNIL).

La loi rend possible de pénalités financières, d'amende et/ou emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir des avantages indus (articles 313-1 à 313-8, 433-19, 441-1 et suivants du Code pénal, article L.114-17-1 du Code de la sécurité sociale).

PRN-BIS S 31161

Le faux cachet et la signature peuvent désormais varier

Identification du praticien (nom et prénom)
Abdel Abdallah
Pôle Santé Leonard De Vinci (Clinique)
1 Avenue Alexandre Minkowski, 37170 Chambray-les-Tours

Identification de la structure (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement)
Pôle Santé Leonard De Vinci (Clinique)
1 Avenue Alexandre Minkowski, 37170 Chambray-les-Tours

identifiant 0 0 0 0 0 0 7 3 4 9 2 n° de la structure 3 2 2 5 7 8 2 6 8 1
(AM, FINESS ou SIRET)

date 0 6 1 0 1 2 0 2 2 signature du praticien

PRN-PRE S3116h

1. LES FAUX ARRÊTS DE TRAVAIL DU « DOCTEUR ANSAY » (SITE INTERNET FRAUDULEUX)

Ce site internet vend des arrêts courts facilement reconnaissables : 6 noms à retenir

- Pierre ARVIS
- Ahmed
- ABDULLAH
- Umar
- MASROOR
- Samueel
- ZUBAIR
- Dr HANIF
- DrMUNEER

Identification du praticien (nom et prénom) : M Muneer, 19 Rue Henri Ribière, 75019 Paris
 Identification de la structure (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement) : 19 Rue Henri Ribière, 75019 Paris
 Identifiant : 7 5 9 4 1 8 - 0 1 - M
 n° de la structure (AM, FINES ou SIRET) : 3 2 1 1 8 2 6 8
 date : 2 6 0 1 2 0 2 5
 signature du praticien : [Signature]
 PRN-BIS S 31161

Identification du praticien (nom et prénom) : Dr Pierre Arvis, 91, Rue Jean Jaurès, 92800 Putaux
 Identification de la structure (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement) : Cabinet Médical 91, Rue Jean Jaurès, 92800 Putaux
 Identifiant : 1 0 0 0 4 8 7 3 4 7 3
 n° de la structure (AM, FINES ou SIRET) : 8 9 4 7 7 5 8 0 7
 date : 2 6 0 6 2 0 2 4
 signature du praticien : [Signature]
 PRN-BIS S 31161

Identification du praticien (nom et prénom) : Ahmed Abdullah, Pôle Santé Leonard de Vinci (Clinique), 1 Avenue Alexandre Minkowski, 37170 Chambray-les-Tours
 Identification de la structure (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement) : Pôle Santé Leonard de Vinci (Clinique), 1 Avenue Alexandre Minkowski, 37170 Chambray-les-Tours
 Identifiant : 0 0 0 0 0 0 7 3 4 9 2
 n° de la structure (AM, FINES ou SIRET) : 3 2 2 5 7 8 6 8
 date : 0 6 1 0 1 2 0 2 2
 signature du praticien : [Signature]
 PRN-PRE S3116h

Identification du praticien (nom et prénom) : Dr Hanif, 19 Rue Henri Ribière, 75019 Paris
 Identification de la structure (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement) : 19 Rue Henri Ribière, 75019 Paris
 Identifiant : 7 8 7 6 1 1 - 0 1 - M
 n° de la structure (AM, FINES ou SIRET) : 7 8 0 2 5
 date : 02-04-2025
 signature du praticien : [Signature]
 PRN-BIS S 31161

Identification du praticien (nom et prénom) : Samueel Zubair, 198 Av. de France, 75013 Paris
 Identification de la structure (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement) : 198 Av. de France, 75013 Paris
 Identifiant : 7 5 5 8 1 8 - 0 2 - M
 n° de la structure (AM, FINES ou SIRET) : 3 2 1 1 0 8 2 6 8
 date : 0 1 0 7 2 0 2 4
 signature du praticien : [Signature]
 PRN-BIS S 31161

Identification du praticien (nom et prénom) : Masroor Umar, 198 Av. de France, 75013 Paris
 Identification de la structure (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement) : 198 Av. de France, 75013 Paris
 Identifiant : 0 0 0 0 0 7 3 4 9 2
 n° de la structure (AM, FINES ou SIRET) : 3 2 2 5 7 8 2 6 8
 date : 2 2 1 1 2 0 2 3
 signature du praticien : [Signature]
 PRN-BIS S 31161

2. LES FAUX ARRÊTS DE TRAVAIL USURPANT UNE PLATEFORME DE TÉLÉCONSULTATION

2. LES FAUX ARRÊTS DE TRAVAIL USURPANT UNE PLATEFORME DE TÉLÉCONSULTATION

Trois entreprises se partagent l'écrasante majorité du marché des téléconsultations via des plateformes :



livi

mediksantē 



3.2 LES FAUX ARRÊTS DE TRAVAIL USURPANT UNE PLATEFORME DE TÉLÉCONSULTATION



Exemple d'un faux arrêt :

(nom et prénom) (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement)

D. MORIZUR Centre de Santé Access Santé - 39bis Avenue de Bonneuil - 94210 - St-

identifiant 10101791548 n° de la structure (AM, FINESS ou SIRET) 940024912

date 27/11/2023 signature du praticien

Dr MORIZUR
Médecine générale
Finess : 940024912
RPPS : 940024912
PRN-PRE S3116x

Exemple d'un véritable arrêt :

(nom et prénom) (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement)

Centre de Santé Access Santé - 39bis Avenue de Bonneuil - 94210 - Saint-Maur-des-Fossés

identifiant 10101247285 n° de la structure (AM, FINESS ou SIRET) 940024912

date 13/04/2023 signature du praticien

Dr ROBERT
Finess : 940024912
RPPS : 10

A noter :

- Le centre de santé QARE est appelé « Centre de Santé Access Santé » et est basé à Saint Maur des Fossés
- Les arrêts prescrits via ces plateformes dépassent rarement 3 jours et exceptionnellement 5 jours.
- Le docteur MORIZUR ne travaille plus avec QARE depuis 2022

Pour contacter QARE : admin-ops@qare.io

3.2 LES FAUX ARRÊTS DE TRAVAIL USURPANT UNE PLATEFORME DE TÉLÉCONSULTATION

Exemple d'un faux arrêt :

Document d'arrêt de travail sur la plateforme LIVI, intitulé 'VILLEMENOT'. Le document mentionne 'Centre de consultation médicale à distance LIVI' et '40 Avenue de Verdun 94000 Créteil'. Les champs 'date' et 'signature du praticien' sont remplis, mais la signature est une simple croquis. Le code 'PRN-PRE 53116' est visible.

livi

Exemple d'un véritable arrêt :

Document d'arrêt de travail sur la plateforme LIVI, intitulé 'Centre de consultation médicale à distance LIVI'. Les champs 'date' et 'signature du praticien' sont remplis, et la signature est une signature manuscrite. Le code 'PRN-PRE 53116' est visible.

A noter :

- Les centres de santé LIVI sont basés à Paris et à Saint-Denis
- Les arrêts prescrits via ces plateformes dépassent rarement 3 jours et exceptionnellement 5 jours
- Quelques consultations peuvent avoir lieu en présentiel : le tampon du médecin est alors présent
- Le centre de santé LIVI de Créteil n'existe plus depuis fin juillet 2023
- Le docteur VILLEMENOT ne travaille plus avec LIVI depuis l'été 2022
- Le centre médical Europe (750010712) ne travaille plus avec LIVI depuis juillet 2023

Pour contacter LIVI : gdr-livi@kry.se

3.2 LES FAUX ARRÊTS DE TRAVAIL USURPANT UNE PLATEFORME DE TÉLÉCONSULTATION



Exemple d'un faux arrêt :

A noter :

- Les centres de santé MEDIKSANTE sont basés à Paris, à Lyon et à Marseille notamment
- Quelques consultations peuvent avoir lieu en présentiel : le tampon du médecin est alors présent
- Les arrêts prescrits via ces plateformes dépassent rarement 3 jours et exceptionnellement 5 jours.
- Les arrêts prescrits, en téléconsultation, par MEDIKSANTE depuis le 28/03/2024 comportent tous un QR Code permettant de vérifier son authenticité

[Pour contacter MEDIKSANTE : lberreby@mediksante.com](mailto:lberreby@mediksante.com)

LES AUTRES FAUX ARRETS DE TRAVAIL

1.1 ARRÊT USURPANT DES STRUCTURES

Identification du praticien (nom et prénom)		Identification de la structure (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement)	
Marion Costa		9 Avenue Charles De Gaulle 92104 Boulogne-Billancourt	
Identifiant	1 0 1 0 1 7 3 9 8 1 0	n° de la structure (AM, FINESS ou SIRET)	9 2 0 1 0 0 0 1 3
date	10 / 10 / 2024	signature du praticien	
PRN-PRE S3116h			

La loi 78-17 du 6-1-78 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant.
Quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration est passible de pénalités financières, d'amende et/ou d'emprisonnement (articles 313-1 à 313-3, 433-18, 441-1 et suivants du Code pénal et article L. 114-17-1 du Code de la sécurité sociale).

Identification du praticien (nom et prénom)		Identification de la structure (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement)	
		2 Rue Leo Ferre 92220 Bagneux	
Identifiant	1 0 1 0 0 8 7 2 6 0	n° de la structure (AM, FINESS ou SIRET)	9 2 0 1 0 0 0 1 3
date	21 / 10 / 2024	signature du praticien	
PRN-PRE S3116h			

La loi 78-17 du 6-1-78 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant.
Quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration est passible de pénalités financières, d'amende et/ou d'emprisonnement (articles 313-1 à 313-3, 433-18, 441-1 et suivants du Code pénal et article L. 114-17-1 du Code de la sécurité sociale).

Identification du praticien (nom et prénom)		Identification de la structure (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement)	
Marie odile Charbonnel		2 Rue Leo Ferre 92220 Bagneux	
Identifiant	1 0 1 0 0 0 5 8 6 7 5	n° de la structure (AM, FINESS ou SIRET)	9 2 0 0 1 0 0 6 3
date	12 / 12 / 2024	signature du praticien	

La loi 78-17 du 6-1-78 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant.
Quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration est passible de pénalités financières, d'amende et/ou d'emprisonnement (articles 313-1 à 313-3, 433-18, 441-1 et suivants du Code pénal et article L. 114-17-1 du Code de la sécurité sociale).

Identification du praticien (nom et prénom)		Identification de la structure (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement)	
Adelaida Cabrera surita		2 Rue Leo Ferre 92220 Bagneux	
Identifiant	1 0 1 0 0 9 0 9 0 8 3	n° de la structure (AM, FINESS ou SIRET)	9 2 0 0 1 0 0 6 3
date	16 / 12 / 2024	signature du praticien	

La loi 78-17 du 6-1-78 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant.
Quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration est passible de pénalités financières, d'amende et/ou d'emprisonnement (articles 313-1 à 313-3, 433-18, 441-1 et suivants du Code pénal et article L. 114-17-1 du Code de la sécurité sociale).

La police
est
toujours
identique

1.2 ARRÊT USURPANT DES STRUCTURES

[illegible]

La police
est
toujours
identique

La police
est
toujours
identique

La partie réservée à l'adresse ne mentionne pas le nom de l'établissement

QUE FAIRE FACE A UN DOUTE ? QUE FAIRE UNE FOIS QUE LE FAUX EST DÉCOUVERT ?

- Interroger d'abord la CPAM de rattachement de votre salarié via votre référent employeur afin que la CPAM puisse mener des investigations.
- Interroger ensuite le médecin dont le nom figure sur l'arrêt de travail par courrier, téléphone ou mail
- La présentation d'un faux arrêt de travail à un organisme de sécurité sociale est un délit (faux et usage de faux). En plus des sanctions judiciaires, des sanctions financières sont applicables directement par la CPAM (jusqu'à 300 % du préjudice financier même si l'arrêt n'a pas été indemnisé).
- La présentation d'un faux arrêt de travail à un employeur est un motif valable pour engager une procédure disciplinaire. L'absence du salarié est alors injustifiée : le maintien de salaire ou la subrogation ne sont donc pas applicables.
- A noter également que le médecin peut déposer une plainte contre votre salarié fraudeur pour usurpation d'identité
- Dès lors, même si vous avez la certitude que l'arrêt de travail est un faux, n'hésitez pas à le signaler à la CPAM et au médecin afin qu'ils puissent sanctionner le salarié-fraudeur et éventuellement déposer une plainte contre lui

A RETENIR EGALEMENT

- Lorsque la CPAM détecte un faux arrêt de travail, elle ne peut pas légalement en informer l'employeur même si l'arrêt est subrogé. Dans ce cas, les CPAM ne peuvent qu'adresser un courrier à celui-ci pour expliquer que l'arrêt est « non-indemnisable » : aucune créance ne sera faite à l'employeur même si l'arrêt est déjà indemnisé. Le salarié-fraudeur subira par contre une sanction financière.
- Si vous recevez un faux volet 1 ou un faux volet 2, vous pouvez les adresser à la CPAM de rattachement de votre salarié afin qu'elle puisse le sanctionner financièrement. A l'inverse, la réception d'un volet 3 par la CPAM ne permet pas le déclenchement d'une procédure de sanction.
- Les assurés des Hauts-de-Seine ayant déjà fraudé une fois (y compris s'ils ont « seulement » fraudé au volet 3) font l'objet d'un contrôle à 100% de leurs anciens et futurs arrêts de travail : il est donc utile de signaler les fraudes que vous détectez à votre CPAM !

20/05/2025

BONNES PRATIQUES : LES CONTACTS



Ameli.fr pour
les entreprises



Pour toutes demandes
par téléphone

3679 Service gratuit
+ prix appel



La Newsletter :
Pour vous inscrire :
Compléter le formulaire
en scannant le
QR code ou en cliquant
sur le lien [ici](#)



La base de connaissance
net-entreprises.custhelp.com



VOS CONTACTS EN ILE DE FRANCE

CPAM	Adresses Mails
75	cellule.employeur.cpam-paris@assurance-maladie.fr
77	https://www.ameli.fr/seine-et-marne/entreprise/actualites/seine-et-marne-reclamations-en-ligne-0
78	service.employeurs.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr
91	cis_employeurs.cpam-essonne@assurance-maladie.fr
92	employeurs.cpam-hauts-de-seine@assurance-maladie.fr
93	auservicedesemployeurs.cpam-seine-saint-denis@assurance-maladie.fr
94	rel.employeurs.cpam-val-de-marne@assurance-maladie.fr
95	espace-employeurs.cpam-cergy-pontoise@assurance-maladie.fr

Nous répondons à vos questions



**MERCI POUR VOTRE PARTICIPATION
VOTRE AVIS NOUS INTÉRESSE MERCI DE PRENDRE QUELQUES
MINUTES POUR Y RÉPONDRE A L'ISSUE DE CE WEBINAIRE**

